

COMMENT ON TROMPE UN PEUPLE...

Nous voudrions bien croire que l'U.R.S.S. est la première démocratie du monde. La seule, la vraie de vrai. Nous ne demanderions même encore qu'à le croire. Nous n'y sommes pour rien si la réalité et les faits contredisent les affirmations dont on nous abreuvait hier, lorsque la presse subventionnée par Moscou faisait encore autorité dans le monde du travail.

«*La Russie est la première démocratie du monde*», nous disait-on. Bien. Ce n'est tout de même pas nous qui sommes responsables, alors, si le Parlement de cette Russie si démocratique ne se réunit qu'une fois l'an, pour huit jours seulement, et pour enregistrer sans murmurer les décisions de son gouvernement.

Le *Conseil suprême* de l'U.R.S.S., qui n'avait pas siégé depuis neuf mois, a été convoqué le 25 mai 1939, et sa session a été déclarée close le 1^{er} juin. En France, nos franco-russes ne trouvaient pas de qualificatifs assez virulents pour dénoncer l'attitude du gouvernement lorsque celui-ci se permettait d'ajourner les Chambres à la date cependant prévue par la Constitution. M. Thorez et ses amis considéraient que c'était une violation des droits parlementaires et une atteinte aux lois les plus sacrées de la démocratie. Mais lorsqu'il s'agit de l'U.R.S.S., tout change, et les servants du bolchevisme approuvaient toujours les initiatives prises sur les bords de la Moscova. *Bojé Staline krani* (*).

Ces brèves séances du *Conseil suprême* de l'U.R. S.S. auront quand même été instructives pour ceux qui en lurent les commentaires et les comptes rendus dans *l'Humanité* du 26 mai au 1^{er} juin. Nous avons ainsi appris que la prospérité des travailleurs de la Russie était tellement florissante que 16 millions d'entre eux avaient réussi à mettre en dépôt dans les caisses d'épargne nationales la somme astronomique de six milliards de roubles. Et cela figure en toutes lettres dans le rapport du camarade Zweriev, commissaire aux Finances.

«*Six milliards de roubles, ce n'est pas rien. Quarante milliards de francs*», s'exclamait M. Gabriel Péri.

Ce qui revient à dire - puisqu'il y a en Russie une population qui se chiffre à 170 millions d'habitants et que 16 millions seulement ont épargné - que 9% de la population ont accès à l'épargne. Et si nous faisons une répartition équitable de cette fortune entre chacun de ces 16 millions de travailleurs économes, nous constatons que chacun d'eux dispose de la somme fantastique de deux mille cinq cents francs.

Ah! ce n'est pas dans une démocratie bourgeoise - pardon une soi-disant démocratie - comme la France et l'Angleterre, ou même la Finlande, que le travailleur des villes ou le paysan arrive à posséder un bas de laine aussi copieusement garni.

La comparaison s'imposait, et puisque nous savons qu'il y a en France une population de 40 millions d'habitants, nous avons eu la curiosité de savoir qu'elle était la somme déposée à la même époque dans les caisses d'épargne de la république soi-disant démocratique.

85 MILLIARDS.

Seulement.

Si nous faisons pour la France la même opération que pour la Russie et que nous supposons la même proportion de 9% d'épargnants, nous obtenons 4 millions. 85 milliards pour quatre millions d'épargnants, cela donne 21.000 francs pour chacun d'eux. Comme nous n'ignorons pas que l'on ne peut déposer plus de 20.000 francs à la caisse d'épargne, nous sommes amenés à conclure qu'il existe en France plus de 9% de la population qui économise.

2.500 francs en U.R.S.S. et 21.000 francs en France, voilà ce que l'on apprend lorsque l'on veut se

(*) *Dieu garde Staline*; transposition depuis l'hymne impérial russe *Bojé tsaria krani* (*Dieu garde l'Empereur*). (Note A.M.).

donner la peine de lire entre les lignes des informations bolchevistes transmises sans commentaires, mais incomplètes, par les organes staliniens de France.

Il serait puéril de croire que les opérations élémentaires auxquelles nous nous livrons échappaient aux agents de Moscou. Ils savaient, mais ils spéculaient sur la confiance de leurs lecteurs, et ce n'était que par des tours de passe-passe qu'ils arrivaient à convaincre les travailleurs français que les ouvriers russes habitaient un véritable pays de cocagne, et qu'il était urgent d'instaurer ici un régime qui assurait tant de bien-être aux sujets de Staline.

Voilà comment on trompait un peuple.

Nous apprenions bien d'autres choses encore en analysant les rapports publiés périodiquement par le journal des Soviets en France. Par exemple, qu'une somme de 2.300.000.000 était inscrite au budget de 1939 pour la caisse des invalides du travail et la retraite des vieux travailleurs russes. Et, comme nous n'avons pas encore oublié les quatre règles que notre maître d'école nous enseignait lorsque nous étions sur les bancs de la primaire, nous savons maintenant que les vieux stakhanovistes russes, dans les conjonctures les plus favorables, bénéficieront d'une retraite variant entre 150 et 200 francs par an.

Ah! les veinards. Il est vrai qu'ils pourront vivre sur leurs économies. Tout au moins ceux qui auront eu la sagesse de prévoir l'avenir et auront pu constituer ce fameux capital de 2.500 francs, qui tinte si harmonieusement à l'oreille quand on le traduit en roubles. A 3%, cela fournit 75 francs de revenus annuels. Et avec cette somme on peut, en *Ursie* (*) acheter une chaussure.

Puisque le mot «*chaussure*» vient sous notre plume et que nous avons également laissé échapper celui de «*stakhanoviste*», nous allons citer un autre exemple de la corruption des chefs bolchevismes français. On reste confondu, lorsque l'on apprécie la grossièreté de leurs mensonges, que l'in vraisemblable ait pu être accepté avec une telle indulgence par le prolétariat français, d'ordinaire si sceptique et doué d'un esprit critique si éveillé.

Au mois de janvier 1936 fut éditée en France, par le *Parti communiste*, une revue destinée aux moins de vingt ans et intitulée: *Notre jeunesse*. M. Florimond Bonte crut devoir se signaler dès le premier numéro par un article sur les stakhanovistes. C'est ainsi que l'on dénomme en Ursie les «*héros du travail*», qui attirent l'attention bienveillante des pouvoirs publics par l'intensification de leur production.

Stakhanov était un ouvrier mineur, comme tous les ouvriers mineurs, et ne s'était jamais auparavant signalé par des capacités particulières. «*Or, cet homme de 29 ans*, nous dit M. Florimond Bonte, *avait, le 31 août 1935, abattu en une seule journée 102 tonnes de charbon, alors que la norme régulière du rendement journalier dans le bassin de Donbass était jusqu'à ce moment-là de 6 à 7 tonnes et que les meilleures fosses de la Ruhr rendent 16 à 17 tonnes par jour et par ouvrier*».

Mais M. Florimond Bonte, qui ne connaît du charbon que les bienfaits, sinon la noirceur, et se soucie peu de la difficulté de l'extraction, n'est pas à une tonne près, et cela ne lui a pas paru extraordinaire qu'un ouvrier, «*sans aucune fatigue musculaire*», ajoute-t-il, puisse extraire 102 tonnes de charbon au lieu de 6, puisqu'il nous apprend, dans le même article que cela n'est rien et qu'il y a plus fort encore.

Stimulé par l'exemple du mineur Stakhanov, ce fut dans toute la stalinienne Russie une course à la production et «*un cordonnier, Smiétaline, fabrique dans la journée, à sa machine, 1.860 empeignes de cuir, tandis que chez Bata, en Tchécoslovaquie, un ouvrier en fournit au maximum 100*».

Vous avez bien lu: mille huit cent soixante contre cent. La disproportion laisse percer le mensonge et lorsque l'on sait que les usines Bata de Tchécoslovaquie étaient les mieux agencées et les mieux organisées du monde, que faut-il penser d'une telle propagande?

M. Florimond Bonte était-il un imbécile ou un traître? Or, nous ne croyons pas qu'il manquait d'intelligence. Alors?

Et c'est pourtant avec de telles contre-vérités que l'on a nourri pendant des années le prolétariat français.

Des critiques et des reproches pourraient être formulés à propos des appréciations que nous portons sur

(*) Ce n'est pas une erreur typographique; lisez-y la contraction de Urss et de Russie. (*Note A.M.*)

la situation économique et sociale des travailleurs russes, et cependant nous n'avons nullement l'intention de nous livrer, dans cette étude, à une dénonciation des institutions soviétiques en Russie. Le peuple russe est parfaitement libre d'accepter ou de combattre son régime national, et à lui seul appartient de le changer si celui-ci ne lui convient pas. Mais il s'agit de la guerre, de ses origines, de ses causes, de sa préparation, des moyens et des procédés adoptés en France par les amis dévoués du gouvernement russe pour la rendre inévitable. Nous sommes bien obligé de constater que les mensonges colportés sur la situation exacte du prolétariat russe servirent, le plus souvent, de tremplin pour diffuser les arguments propres à corrompre la classe ouvrière française.

Ce n'est pas nous qui, dans les milieux ouvriers, avons commencé à confondre la politique française et la politique russe. Nous avons toujours, au contraire, essayé de dégager l'une de l'autre, et n'avons fait que défendre les institutions sociales et syndicales françaises contre l'emprise du bolchevisme.

C'est bien M. Georges Cogniot qui écrivait dans *L'Humanité* du 24 avril 1939: *«Au moment où la puissance soviétique apparaît en pleine clarté comme la force principale au service de la paix et comme une caution indispensable à l'indépendance nationale de la France, ce sont tous les Français attachés à la liberté et à l'avenir du peuple qui se réjouissent des conquêtes et des progrès du grand pays socialiste. Seuls, les misérables, qui veulent vendre notre peuple à Hitler, peuvent grincer des dents devant les progrès de l'U.R.S.S., dénigrer ses conquêtes, continuer leur sale besogne antibolcheviste strictement, aujourd'hui, de besogne antifrançaise. C'est pourquoi on ne sert pas seulement les intérêts du communisme et de la démocratie, on sert de la façon la plus certaine les intérêts de la France si l'on fait connaître les luttes et les victoires du parti bolchevik»*.

Eh bien! c'est ce que nous n'avons cessé de faire: éclairer la classe ouvrière française sur les *«progrès des victoires soviétiques»*. Et ce n'est pas nous qui pouvons être classé *«parmi les misérables qui veulent vendre notre peuple à Hitler»*. M. le rédacteur en chef de *L'Humanité* Cogniot, en s'associant à son maître Staline, s'est condamné lui-même.

Les mensonges colportés par les agents soviétiques sur la politique extérieure de leur patrie d'adoption ne sont pas moins grossiers que ceux intéressant la vie du peuple russe.

Que faut-il penser de cette démocratie parlementaire, que l'on n'a cessé de nous citer en exemple, où un ministre des Affaires étrangères est *«démissionné»* brutalement au cours d'une négociation diplomatique d'une importance particulière, durant une des périodes les plus critiques de la situation internationale, sans qu'un *«représentant»* du peuple se lève au sein de l'assemblée populaire pour demander au gouvernement les causes de ce limogeage et sans que la presse, libre à ce que l'on affirme, manifeste la moindre surprise ou la plus légitime des émotions?

«Charbonnier est maître chez soi». C'est bien notre avis, et nous ne contestons pas à M. Staline le droit de changer son personnel domestique. De même que les *«parlementaires»* soviétiques ont parfaitement le droit de se taire plutôt que de risquer une petite cure dans une clinique du Kremlin. Mais la *«démission»* de M. Litvinoff et son retrait de la scène diplomatique débordaient des cadres d'un simple incident de la politique intérieure russe, et les chefs bolchevistes français ne pouvaient ignorer que le poste de *Commissaire aux Affaires étrangères* confié à M. Molotov signifiait une collaboration plus étroite avec l'Allemagne.

Même si jusqu'à cette époque les représentants de M. Staline avaient été sincères et trompés, leur devoir n'était-il pas de demander des éclaircissements à leur maître? Que craignaient-ils? La France n'était pas encore entièrement soumise au contrôle et aux persécutions de la Guépéou. Mais ils étaient parfaitement conscients de la trahison dont ils avaient accepté d'être les artisans, et ils répondirent par des insultes aux avertissements que nous leur adressions publiquement.

C'est encore nous qui étions des agents de Hitler.

Rappelons les faits. Les négociations pour la construction de la paix se poursuivaient par voie diplomatique entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie lorsque, sans l'ombre d'un prétexte et sans que rien n'eût pu faire prévoir cette décision, une dépêche laconique de l'agence Tass, en date du 3 mai 1939, nous informait que *«le Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. a nommé M. Molotov, président du Conseil des commissaires du peuple, au poste de commissaire du peuple aux Affaires étrangères, titre qu'il cumulera avec le précédent»*. La dépêche ajoutait que, par la même occasion, Litvinoff avait été, sur sa demande, déchargé de ses fonctions de commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Que signifiait cette «*démission*»? M. Litvinoff avait mené toutes les négociations avec la France et l'Angleterre et la veille encore on avait annoncé que celles-ci étaient sur le point d'aboutir.

L'Humanité qui, attendant des ordres de Moscou, s'était contentée de reproduire, sans une ligne d'appréciation, l'information de l'agence Tass, fut bien obligée de s'expliquer dans son numéro du lendemain. L'émotion soulevée dans tous les milieux politiques et sociaux par ce «*remaniement*» ministériel auquel nul ne s'attendait ne permettait pas au porte-parole du gouvernement soviétique de garder un silence qui eût provoqué de légitimes appréhensions, même parmi les bolchevistes les plus convaincus. D'autre part, n'était-il pas indispensable d'opposer un démenti aux assertions de tous ceux qui commençaient à voir clair dans le jeu obscur de Moscou?

Aussi bien, le 5 mai, après avoir qualifié de malveillants les bruits sur «*une prétendue nouvelle orientation de la politique de l'Union soviétique*» le journal ajoutait: «L'Union soviétique n'est nullement un État où un ministre puisse faire sa politique personnelle ou la politique d'un groupe. Le commissariat des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. suit la ligne tracée par le gouvernement soviétique et par le parti bolchevik qui se trouve à la tête du grand pays du socialisme.

«Cette politique a été définie dans les termes les plus clairs possible par Staline dans son grand rapport au 18^{ème} Congrès du Parti bolchevik».

Aucune précision ne nous était donc fournie sur le limogeage de M. Litvinoff et *L'Humanité* se contentait de confirmer que la politique de l'U.R.S.S. restait inchangée.

Il est absolument exact que M. Litvinoff ne pouvait dans ses négociations diplomatiques qu'exécuter les ordres de Staline et que sa mise à la retraite ne signifiait pas obligatoirement un renversement de sa politique personnelle. Mais sa démission pouvait toutefois signifier une nouvelle orientation de la politique extérieure de Staline, politique à laquelle Litvinoff refusait de s'associer. Nous verrons par la suite que ce n'était même pas cela.

Ce qui est certain c'est que si l'on n'illumina pas à Berlin en apprenant la nomination de Molotov au poste de ministre des Affaires étrangères - ce qui eût éveillé les soupçons des peuples démocratiques - et que l'ambassadeur de Moscou à Paris donna à M. Georges Bonnet tous «*apaisements*», on manifesta, de l'autre côté du Rhin, une satisfaction bien disproportionnée avec un simple changement de personnel, que l'on prétendait sans importance dans les cercles diplomatiques soviétiques. Il est probable que c'est Moscou qui donna à Berlin des conseils de modération en ce qui concerne l'exploitation de cet événement et, après une trêve de quelques jours, la presse germanique reprit sa traditionnelle campagne contre le bolchevisme. Attitude inspirée puisque nous savons aujourd'hui que pendant que se déroulaient les pourparlers anglo-franco-russes, d'autres négociations se poursuivaient obscurément dans la capitale du Reich, négociations qui devaient trouver leur conclusion dans la signature du pacte germano-soviétique.

Nous pouvons considérer, sans crainte de nous tromper, que dès le mois de mai la partie était jouée, les positions prises et que le chancelier Hitler était parfaitement au courant des intentions du gouvernement russe. Sans cette certitude qu'il n'avait rien à redouter à l'Est, jamais le chef du Reich n'aurait attaqué la Pologne. Le plan était donc bien conçu, et si les relations ne furent pas rompues à ce moment entre les plénipotentiaires des démocraties et les représentants du gouvernement des Soviets c'est que, très probablement, Berlin comme Moscou considéraient qu'il était de leur intérêt réciproque de pousser les négociations jusqu'au jour où l'on connaîtrait les intentions et les possibilités militaires des états-majors franco-britanniques.

Ainsi s'expliquent les lenteurs des pourparlers entre diplomates français, anglais et russes, lenteurs provoquées par ces derniers et qui se traduisirent par une rupture retentissante alors que les délégations militaires franco-britanniques se trouvaient à Moscou pour établir un plan de résistance collective à l'invasion germanique.

Supposer que M. Litvinoff ignorait les tractations germano-soviétiques est enfantin. M. Litvinoff avait à sa disposition tous les documents du ministère qu'il contrôlait, et prétendre que les négociations avec l'Allemagne furent entreprises à son insu est d'une puérilité qui ne résiste pas à l'analyse. M. Litvinoff savait mais Staline comprit que l'on ne pouvait pas demander à un homme qui avait toujours rencontré sinon de la sympathie, du moins un accueil courtois dans les cercles diplomatiques, d'avouer la bassesse de la politique de son gouvernement, et on jugea plus simple de le retirer de la circulation.

On laissa s'accréditer le bruit qu'il était prisonnier au Kremlin, qu'il avait été fusillé et puis on le vit réapparaître aux côtés de Staline au cours des fêtes pour la commémoration du 22^{ème} anniversaire de la Révolution d'octobre.

On peut regretter la légèreté de certains hommes d'État français et leur reprocher de n'avoir pas su prévoir. Il ne faut toutefois jamais oublier que la France est une puissance démocratique et parlementaire, et que la politique extérieure des gouvernements qui se succèdent est soumise au contrôle et à l'influence des hommes politiques. D'autre part, la diplomatie de «*place publique*» rendait plus difficile encore l'action des gouvernants.

Le rôle des parlementaires communistes au service de Moscou consistait justement à ruiner l'action de tous ceux qui se méfiaient du machiavélisme soviétique et à associer, par une propagande bien nourrie, l'ensemble de la population française, et plus particulièrement la classe ouvrière, à la grande trahison.

Nous semblons radoter lorsque nous répétons sans cesse que toute la politique russe a consisté, au cours de ces vingt dernières années, à envenimer les relations entre la France et l'Allemagne et à affaiblir la première au bénéfice de la seconde. Jusqu'en 1935, l'action du *Parti communiste français* présenta un caractère essentiellement social.

Avec une adresse et une persévérance dignes d'éloge les chefs du Parti exploitèrent tous les incidents leur permettant de s'affirmer les uniques défenseurs de la classe ouvrière et, par un noyautage contre lequel ne surent pas se défendre les adversaires du bolchevisme, ils arrivèrent, par l'unité syndicale, à prendre tous les postes de direction des plus importantes organisations prolétariennes. Ayant éliminé tous les éléments qui manifestaient une opposition à la pénétration bolcheviste, ils étaient sur le terrain syndical les maîtres de la situation.

Mais ce n'était pas suffisant. La population française n'est pas composée que d'ouvriers et, pour en conquérir la grande majorité, le bolchevisme chercha des alliés et fut l'inspirateur et l'un des principaux acteurs du *Front populaire*. L'aveu en est fait, simplement, par Maurice Thorez, dans *L'Humanité* du 5 juillet 1939, qui reconnaît que «*le Front populaire fut créé sur l'initiative du Parti communiste*». Mais il ne fallait pas que le *Front populaire* obtînt des résultats qui auraient entravé la campagne d'agitation que le Parti entendait poursuivre à travers le pays. M. Léon Blum avait donc raison lorsque, au dernier *Congrès socialiste* de Nantes, il rappelait que les travailleurs, conduits par les leaders bolchevistes, avaient compromis inconsciemment toute son action ministérielle.

Rien n'est plus exact. Les bolchevistes ont lâchement exploité les gouvernements à direction socialiste ou radicale, provoquant des incidents à tout propos et hors de propos; ils n'ont cessé, dans leurs organes, de flétrir ceux qui exprimaient leur répugnance envers les méthodes démagogiques dont ils étaient les champions. C'est vrai qu'ils ont refusé de participer aux charges et aux responsabilités du pouvoir lorsque des offres leur étaient faites loyalement de partager les soucis du gouvernement, et qu'ils firent hurler: «*Thorez au pouvoir!*» par leurs brigades des acclamations lorsque le *Front populaire* n'était plus qu'une raison sociale d'une entreprise en pleine déconfiture. M. Léon Blum s'en étonne, mais cela faisait partie d'un programme, puisque les bolchevistes ont voulu le *Front populaire* pour le voir sombrer dans le ridicule et leur permettre d'entretenir une atmosphère de fièvre propice à la réalisation des desseins de Moscou.

Lorsque, en 1935, les dirigeants de l'U.R.S.S. estimèrent que l'heure ne tarderait pas à sonner où il faudrait jouer la partie décisive et que, grâce à l'agitation permanente du *Parti communiste français*, la France ne serait pas en mesure de résister aux ambitions impérialistes de l'Allemagne et de la Russie, ils se lancèrent dans la dernière offensive qui se traduisit par le néo-nationalisme qui illustra l'action des années écoulées entre 1935 et 1939.

Il était, en effet, difficile d'entamer une croisade guerrière contre l'Allemagne sans afficher un patriotisme de bon aloi. Il fallait bien donner le change. Mais cette action «*nationale*» avait sa contre-partie; elle était compensée par une agitation plus fébrile à l'intérieur du pays et par un mouvement démagogique favorisé par la douloureuse guerre d'Espagne, qui venait à point.

Nous ne nous laissâmes pas influencer, au contraire, par cette nouvelle orientation politique du bolchevisme français, car nous devinions ce qu'elle cachait, et nous persistâmes à affirmer que dans l'éventualité d'une guerre entre la France et l'Allemagne, la Russie ne serait pas à nos côtés.

Les manifestations oratoires des dirigeants bolchevistes laissent toujours planer une équivoque.

Et c'est justement parce que, même à la dernière minute, les déclarations de Staline au 18^{ème} Congrès du *Parti communiste russe*, que *l'Humanité* trouvait si claires, nous paraissaient à nous si ambiguës que nous doutions de la sincérité du maître du Kremlin lorsqu'il proclamait sa sympathie pour les démocraties occidentales.

Il affirmait au cours de son rapport: *«Nous sommes pour le soutien des peuples victimes d'une agression et qui luttent pour leur indépendance et celle de leur patrie»*, mais il ajoutait: *«Il faut être prudent et ne pas permettre aux provocateurs de guerre à faire tirer les marrons du feu par les autres et ENTRAINER NOTRE PAYS DANS DES CONFLITS»*.

Quand on étudie simultanément les rapports présentés à ce même Congrès par Manioulski et plus tard les déclarations de Dimitrov, on ne comprend pas bien cette incidente et cette réserve qui s'adressent naturellement à la France et à l'Angleterre si on ne la traduit pas comme le prélude à la stupide et perfide accusation formulée au lendemain de la guerre que c'étaient les puissances démocratiques qui étaient responsables du déclenchement des hostilités.

Et ce que l'on comprend moins encore, si l'on se refuse à croire à leur trahison, c'est la position adoptée en septembre par les dirigeants communistes français.

Car c'est bien Dimitrov lui-même, dans un article de la *Pravda*, du 1^{er} mai, reproduit en entier par *l'Humanité* du 6, qui dénonce à la classe ouvrière mondiale la perversité nazie et l'agression germanique.

M. Dimitrov écrit:

«Les agresseurs nazistes se sont accrus et continuent à s'accroître. Après avoir occupé l'Autriche et la Tchécoslovaquie et porté un coup à l'Espagne, le nazisme a pris Memel. Il menace directement la Pologne. Il allonge ses griffes de rapace vers les pays de la péninsule balkanique, où il cherche des sources de matières premières et des vivres; il se fraye un chemin vers l'Est. Il exerce une pression sur la Hollande, sur la Suisse et la Belgique, sur LES PAYS SCANDINAVES; il noue des intrigues dans les pays de l'Amérique latine. Les nazis élèvent des fortifications aux points stratégiques de la Méditerranée. ILS VEULENT METTRE LA MAIN SUR GIBRALTAR, SUR LES COLONIES FRANÇAISES EN AFRIQUE, S'EMPARER DE LA ROUTE CONDUISANT AUX POSSESSIONS ANGLAISES D'OUTRE-MER ET SE GLISSER VERS LES COLONIES BRITANNIQUES».

M. Dimitrov accuse donc nettement l'Allemagne, car ses déclarations sont trop précises pour que l'on puisse se tromper sur la qualité de la nation qu'il désigne. Si M. Dimitrov avait fait ces déclarations à un journaliste, il pourrait prétendre aujourd'hui que sa pensée fut dénaturée. Mais ce n'est pas le cas. Ces lignes, il les a écrites et le document existe, irréfutable. Comment après le réquisitoire si net et si précis du chef de la *Troisième Internationale*, avoir l'impudence de ne pas qualifier de monstrueux le pacte germano-soviétique et ne pas dénoncer une politique aussi démoniaque?

Ce qu'il y a de terrifiant, c'est qu'à l'heure où cette accusation contre l'Allemagne était publiquement lancée de Moscou, on se partageait déjà la Pologne et le gouvernement russe s'associait sournoisement avec celui du Reich.

Cependant, si la diatribe de Dimitrov fait pendant aux articles d'excitations répandus durant cette période dans la presse bolcheviste française, on chercherait vainement une affirmation nette et franche, une promesse catégorique, dans la presse soviétique, de la participation de l'U.R.S.S. à la défense collective des nations, petites ou grandes, menacées par l'Allemagne.

Bien, au contraire. Cependant que MM. Gabriel Péri et Darnar protestaient quotidiennement contre les *«faiblesses»* des hommes d'État franco-britanniques et accusaient de trahison les hommes de bonne volonté qui espéraient encore régler le conflit par voie de négociation, M. Staline déclarait: *«Nous sommes pour la paix et la consolidation de nos relations d'affaires avec tous les pays; nous nous en tenons et nous continuerons de nous en tenir à cette position pour autant que ces pays cultiveront les mêmes relations avec l'Union soviétique, pour autant qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte aux intérêts de notre pays»*.

Voilà pour l'Allemagne au moment où les agents de Moscou en France réclamaient une action énergique des démocraties occidentales.

En ce qui concerne la Pologne, M. Staline précisait: *«Nous sommes pour les relations pacifistes avec*

tous les pays AVOISINANTS qui ont une frontière commune avec l'U.R.S.S. Nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position pour autant que ces pays cultiveront les mêmes relations avec l'Union soviétique, pour autant qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte, directement ou indirectement, à l'intégrité et à l'inviolabilité des frontières de l'État soviétique». Et pour consolider cette position, M. Staline comptait sur «l'appui moral des travailleurs de tous les pays».

Aucune promesse dans le rapport du maître de la Russie au 18^{ème} Congrès du *Parti communiste* de soutenir les puissances attaquées par l'Allemagne, mais cependant *l'Humanité* du 24 août 1939 rappelait les paroles de Staline à ce même Congrès: «**NOUS NE VOULONS PAS UN SEUL POUCE DE TERRITOIRE ÉTRANGER. Mais nous ne céderons pas un pouce de notre territoire à qui que ce soit**».

Or, si nous résumons et si nous analysons brièvement ce qui précède, la culpabilité dans l'agression ne fait aucun doute. Lorsque Dimitrov accuse une nation «*qui veut mettre la main sur Gibraltar, qui menace les possessions françaises, qui exerce une pression sur les pays Scandinaves*», il ne peut pas être question de la France ou de l'Angleterre, mais bien de l'Allemagne. Et pourtant, c'est bien avec l'Allemagne que la Russie de Dimitrov a signé un pacte qui est une véritable alliance camouflée, pacte qui fut approuvé par les tenants du communisme français.

M. Staline disait qu'il voulait «*entretenir des relations pacifistes avec tous les pays qui ne chercheraient pas à porter atteinte à l'inviolabilité des frontières soviétiques et qu'il ne voulait pas un pouce de territoire étranger*», et ce sont bien ses mercenaires qui ont envahi la Pologne. Qui donc oserait prétendre que la Pologne, déjà engagée dans la guerre contre l'Allemagne, menaçait l'Union soviétique? Et pourtant l'agression inqualifiable de l'armée rouge fut également approuvée par les leaders du mouvement communiste français.

Rien ne peut excuser un tel reniement et l'on peut polémiquer à perte de vue, une seule explication reste logique: les chefs du *Parti communiste français* étaient éclairés sur les intentions du gouvernement du Kremlin, et c'est volontairement et consciemment qu'ils voulaient plonger la France dans une guerre dont l'U.R.S.S. serait la bénéficiaire.

La préméditation de l'envahissement de la Pologne est tellement avérée qu'elle ne peut faire l'objet de controverses. Tout démontre aujourd'hui que la violence des campagnes, soi-disant nationales, de la presse française au service du bolchevisme n'était qu'un trompe-l'œil pour permettre ultérieurement à la Russie de s'emparer d'un territoire représentant en superficie la moitié de la France et peuplé de 13 millions d'habitants. Et si M. Gabriel Péri s'épouvantait à la seule pensée que le conflit germano-polonais pût se régler pacifiquement, c'est que la paix aurait quelque peu gêné M. Staline pour s'approprier, sans coup férir, les richesses de la nation polonaise.

Aussi M. Gabriel Péri écrivait-il dans *l'Humanité* du 5 juillet 1939:

«Pendant la crise de septembre 1938, de faux amis de la Tchécoslovaquie lui disaient: "Cédez, cédez encore, ne ripostez pas à l'agression de Heinlein dans les Sudètes. Ainsi la preuve sera faite de votre bon droit et vous serez aidée"».

Espérons que la Pologne saura repousser, s'ils s'expriment, les conseils de ces faux amis. La controverse SUR LA QUESTION DE SAVOIR QUI A COMMENCÉ EST GROTESQUE. L'Allemagne veut s'emparer de Dantzig pour être maîtresse de la Pologne, comme elle voulait conquérir les Sudètes pour être maîtresse de la Tchécoslovaquie. L'AGRESSION NAZIE A COMMENCÉ. LA POLOGNE EST EN ÉTAT DE LÉGITIME DÉFENSE. Qu'elle y prenne garde; que les garants de la Pologne y prennent garde. Quand la Tchécoslovaquie eut permis à Heinlein d'installer sa domination dans les Sudètes, elle avait commencé à perdre sa liberté. La Pologne commencerait à perdre son indépendance si elle permettait - et si ses garants permettaient avec elle - que se poursuive la conquête par le dedans de Dantzig».

Et M. Gabriel Péri terminait en disant que «*c'est l'indépendance des peuples libres, c'est le sort de millions d'hommes dont la vie serait en jeu si l'on permettait cette escroquerie*».

On n'a pas permis. Et deux mois plus tard la Pologne suivait courageusement les conseils de M. Gabriel Péri. Les garants de la Pologne se trouvaient à ses côtés dans l'ultime résistance contre l'agresseur. Ce sont les amis de M. Péri et lui-même qui désertèrent le champ de bataille, se désolidarisant de la victime pour approuver les assassins.

Il est vrai que PÉRI est le participe passé du verbe PÉRIR, et que le diplomate de *l'Humanité*, par modestie sans doute, ne le conjugua jamais à la première personne: tu PÉRiras, il PÉRira, vous PÉRirez, ils PÉRiront.

Est-il abusif de prétendre, maintenant que l'on sait ce que l'on sait, que si MM. Daladier et Chamberlain ne s'étaient pas rendus à Munich, la trahison bolcheviste se serait située un an plus tôt et aurait placé la France et l'Angleterre dans une position plus difficile? C'est pourquoi Munich provoqua une telle colère dans les rangs bolchevistes.

Que faut-il dire encore pour démontrer la trahison? La Russie étant servie, les chefs bolchevistes français abandonnèrent leur nationalisme de contrebande pour se faire les champions de la paix. Fidèles serviteurs stipendiés de leur maître, ils n'eurent même pas la pudeur de se taire devant leur crime. Ils voulurent légitimer leur trahison par des arguties, et après avoir accumulé les preuves de la culpabilité allemande, ils n'hésitèrent pas à accuser les démocraties d'être les responsables de la guerre. Il y a des monstruosité qui échappent à la compréhension humaine: la trahison bolcheviste est de celles-là.

Que l'on ne vienne pas nous dire que la Russie a fait franchir la frontière polonaise par ses troupes pour limiter l'occupation allemande. La Russie avait la possibilité d'empêcher l'invasion en signifiant catégoriquement à l'Allemagne, comme le firent comprendre l'Angleterre et la France, que la violation du territoire polonais entraînerait automatiquement toutes les forces de l'U.R.S.S. aux côtés de celles des démocraties.

Hitler aurait hésité.

Staline ne pouvait pas prétendre non plus qu'il n'était pas averti de la position des démocraties occidentales dans l'éventualité d'une agression germanique contre la Pologne, puisque, le 30 mars 1939, aux *Communes*, M. Chamberlain avait déclaré, d'après un compte rendu que nous reproduisons de *l'Humanité* du 31 mars:

«Afin de rendre parfaitement claire la position du gouvernement de Sa Majesté, avant que ces consultations soient terminées, je dois dès maintenant informer la Chambre que, dans l'intervalle, en cas d'une action quelconque mettant en danger nettement l'indépendance polonaise et à laquelle le gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister avec ses forces nationales, le gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu immédiatement de soutenir la Pologne par tous les moyens.

Le gouvernement britannique a donné au gouvernement polonais des assurances dans ce sens. Je puis ajouter QUE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS M'A AUTORISÉ A AFFIRMER CLAIREMENT QUE SON ATTITUDE EST LA MÊME QUE LA NOTRE EN CETTE MATIÈRE».

Commentant ces déclarations, M. Magnien, l'intérimaire de M. Gabriel Péri, écrivait dans *l'Humanité* du 1^{er} avril:

«Venant après l'affirmation de l'entière collaboration défensive franco-anglaise, cette déclaration équivaut à l'annonce d'une alliance franco-anglo-polonaise pour résister à tout coup de force hitlérien.

Cette alliance va être confirmée pendant le séjour à Londres de M. Beck, accompagné d'une trentaine d'experts économiques et militaires.

C'est le redressement des pays pacifiques qui s'opère. On agit enfin comme, avec l'U.R.S.S., le préconisaient les communistes et les démocrates clairvoyants, il y a bien longtemps».

Staline et sa valetaille savaient donc bien que la coupe était pleine et que les démocraties occidentales ne permettraient plus aucune violation par le Reich du *«droit des peuples à disposer d'eux-mêmes»*. Il aurait pu encore invoquer - ce ne serait pas une excuse, mais une explication - la crainte qu'il aurait eue à la dernière minute de lancer son peuple dans une guerre meurtrière contre un adversaire puissant. On aurait compris la neutralité de la Russie. Mais comment admettre le partage du butin et le pillage de la Pologne avec un malfaiteur que les hommes les plus représentatifs de la *«patrie socialiste»* avaient désigné eux-mêmes ?

Un dernier point. Nous disons plus haut que, si au mois de mai la trahison était consommée, Berlin estimait que Moscou devait poursuivre les négociations avec les démocraties pour tenter de percer le secret de leurs plans militaires. En vérité c'est bien avant le mois de mai que les manœuvres de la trahison étaient envisagées puisque, au mois de mars, des instructions avaient été données aux agents hitléro-staliniens de mener une campagne à cet effet. Et nous en trouvons la confirmation sous la plume de M. Gabriel Péri - toujours lui! - dans son article du 21 mars 1939:

«...Cette action requiert autre chose que des déclarations verbales identiques et la promesse d'un appui moral. Elle exige ce qu'avait proposé l'U.R.S.S.: des contacts d'ÉTATS-MAJORS et l'élaboration immédiate d'un plan de défense».

C'est ce plan que voulait Hitler et que devaient lui livrer les chefs bolchevistes français. Ils n'en ont pas eu le temps, mais ils espérèrent et persévérèrent jusqu'à l'ultime seconde puisque, le 24 août 1939, alors que M. von Ribbentrop venait de signer l'alliance qui allait permettre à l'Allemagne de déclencher la guerre, M. Darnat écrivait encore dans *l'Humanité*:

«Il suffit de conclure l'alliance franco-anglo-soviétique. IL SUFFIT D'ENVOYER AUX DÉLÉGATIONS MILITAIRES DES INSTRUCTIONS POUR ABOUTIR».

Un esprit sain n'arrive pas à admettre un cynisme aussi abject, et si l'on n'avait pas les textes sous les yeux, on se refuserait à le croire. Le même jour, alors que le rédacteur de *l'Humanité* informait ses lecteurs que *«le ministre des Affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, a quitté Kœnigsberg ce matin à 7h.10 en avion, à destination de Moscou»*, il avait l'impudence, juste en dessous de cette information, de protester contre une entrevue éventuelle entre sir Neville Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne, et le chancelier du Reich. Le passage de cette protestation mérite d'être cité:

«Quel est le but de cet entretien? Un silence suspect est gardé sur la visite de l'ambassadeur d'Angleterre. TANDIS QUE RIBBENTROP ARRIVÉ A MOSCOU ET POURSUIVRA LES NÉGOCIATIONS EN VUE DE LA SIGNATURE D'UN PACTE DONT LES TERMES ET LES CLAUSES SONT IDENTIQUES A TOUS LES PACTES PRÉCEDEMMENT CONCLUS entre l'Union soviétique et d'autres puissances, quelle manœuvre cache la démarche de sir Henderson?

Quand on connaît toute la duplicité de la politique de Londres, est-ce une nouvelle capitulation ou UN MAUVAIS COUP CONTRE LA POLOGNE QU'A PRÉPARÉ sir Henderson à Berchtesgaden?».

N'est-ce pas admirable? Pouvait-on humainement supposer un tel machiavélisme? A la minute exacte où Ribbentrop se partageait la Pologne avec Staline et où les représentants des démocraties tentaient une ultime démarche pour sauver ce pays en signifiant à Hitler que, s'il franchissait la frontière polonaise, il rencontrerait une opposition franche des Alliés, les chefs bolchevistes français accusaient la France et l'Angleterre de préparer un mauvais coup contre la Pologne!

Et maintenant, si l'on doute encore de la trahison bolcheviste et du désir des chefs de faire battre le travailleur français alors que le pacte germano-soviétique venait d'être signé et que M. Daladier faisait de suprêmes efforts pour sauver la paix, il n'est que de voir quelle signification attribuée à ce pacte M. Aragon, dans son article de *Ce Soir* du 25 août 1939:

«Afin d'examiner le détail des faits, il est bon de rappeler deux choses essentielles.

Le premier est celui-ci: IL EXISTE ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE UN TRAITÉ D'ASSISTANCE MUTUELLE. C'est-à-dire que si la Pologne est victime d'une agression, la France doit venir à son aide. Et tout bon Français qui ne veut pas voir se répéter la honte de Munich et l'abandon de nos alliés de Tchécoslovaquie, souhaitera comme nous que la France tienne ses engagements internationaux.

D'autre part: IL EXISTE ENTRE LA FRANCE ET L'U.R.S.S. UN TRAITÉ D'ASSISTANCE MUTUELLE. Et si la France se porte au secours d'un État victime d'une agression (la Pologne par exemple) par le jeu de ses traités propres, NÉCESSAIREMENT L'U.R.S.S. AIDERA LA FRANCE.

AUCUN PACTE DE NON-AGRESSION NE PEUT EMPÊCHER CELA.

C'est, comme on l'a dit, un pacte de non-agression et non pas de prime à l'agression. Il ne suppose pas l'abandon de la Pologne victime d'une agression.

Et il ne fait aucun doute qu'en cas d'agression de la Pologne, le pays qui a défini l'agresseur, le pays de la sécurité collective et du socialisme, l'U.R.S.S., pèsera de toutes ses forces pour la cause des peuples qui luttent pour leur indépendance».

On sait le reste.

L'article de M. Aragon se suffit à lui-même.

C'est tout.
